

Le budget

aux Canadiens, contrairement à lui qui n'a jamais voulu être honnête avec les électeurs.

M. Milliken: Nous avons toujours été honnêtes.

M. Thompson: Écoutez-le. Le député lui-même ne le croit pas, car il sourit.

La dette dont nous avons hérité en 1984 nous a créé des problèmes en tant que gouvernement. Personne ne peut nier que nous avons réussi à bien administrer les affaires publiques. En 1993, si nous gardons le même cap—et notre parti a l'intention ferme de ne pas changer de cap—nous n'aurons plus besoin d'emprunter. Nous n'aurons plus aucune raison d'emprunter. Les Canadiens exigent que nous passions à l'action et c'est exactement ce que nous faisons.

Je suis fier de dire que j'appuie le budget du gouvernement. J'appuie le ministre des Finances, et les Canadiens nous appuient.

M. Francis G. LeBlanc (Cape Breton Highlands—Canso): Monsieur le Président, comme le député semble tenir l'ancien gouvernement libéral—défait il y a déjà six ans—responsable de tous les problèmes avec lesquels son gouvernement est aux prises, j'aimerais lui demander de combien d'années ce dernier a encore besoin pour régler les problèmes auxquels il n'a pas été capable de faire face depuis six ans? La dette a doublé et les déficits sont à peu près au même niveau qu'ils étaient quand vous avez pris le pouvoir. De combien d'années encore le gouvernement a-t-il besoin avant d'apprendre à gérer l'économie?

M. Thompson: Monsieur le Président, j'espérais que le député pose cette question. Elle prouve tout simplement que les députés d'opposition n'écoutent jamais.

Vous vous le rappelez, monsieur le Président, j'ai dit il y a deux minutes qu'en 1993-1994, nos besoins d'emprunt auront baissé à zéro. Voilà exactement ce que j'essaie de faire comprendre. La réponse à la question, s'il est capable de faire un simple calcul de niveau élémentaire, c'est que cela prendra dix ans. Si nous réussissons à les garder dans l'opposition encore dix ans, nous aurons atteint notre objectif. Nous aurons réduit nos besoins d'emprunt à zéro.

Je vais inviter le député à retourner à l'école élémentaire ou du moins à se servir de sa calculatrice, car je suis convaincu que mon fils qui est en quatrième année pourrait trouver les chiffres qu'il a demandés.

M. David Bjornson (Selkirk): Monsieur le Président, je suis content de pouvoir parler aujourd'hui, à titre de représentant de Selkirk, du budget du 20 février 1990.

Pour comprendre le budget, il faut comprendre la dette. La dette nationale est de 350 milliards. C'est ce que nous devons aux investisseurs qui ont prêté de l'argent au gouvernement qui nous a précédés pour l'aider à se remettre, pour une petite part, des effets de la récession et, pour une grande part, de ses dépenses effrénées qui s'enflaient au rythme annuel de 12 p. 100. Quand les dépenses excèdent autant les recettes, il en résulte une situation comme celle que nous vivons, une crise de l'endettement.

Ne vous leurrez pas, il faut rembourser la dette. Nous le faisons maintenant ou nos enfants écoperont de la note, et des intérêts. J'ai trois enfants, et je ne veux pas que la charge retombe sur eux. Vous vous demandez peut-être pourquoi les conservateurs n'ont pas épongé la dette. Après tout, nous avons haussé les impôts et la croissance économique a été vigoureuse pendant cinq ans.

La question, tout à fait légitime, est importante. En 1984, la dette était de 200 milliards. Même endetté, le gouvernement dépensait plus pour les programmes qu'il ne percevait de recettes. Il devait emprunter encore plus rien que pour acquitter les intérêts. C'est comme dépasser sa limite de crédit et se faire donner une avance sur sa carte de crédit pour remettre la dette. Je trouve cela insensé.

• (1815)

Essentiellement, nous avons hérité de la dette de 200 milliards d'un gouvernement qui empruntait pour payer les intérêts et qui dépensait plus pour les programmes qu'il ne percevait en impôts. Qu'avons-nous fait? Nous nous sommes dit que pour nous débarrasser de la dette, il fallait commencer par éliminer le déficit de fonctionnement. Il fallait arrêter de dépenser plus que nous ne recevions. Nous avons restreint les dépenses, nous avons relevé les impôts et nous avons bloqué les échappatoires.

En deux ans seulement, nous avons éliminé le déficit de fonctionnement de 16 milliards. Nous avons aujourd'hui un excédent de 9 milliards de dollars. Soixante-dix p. 100 de ce redressement de 25 milliards de dollars